

**L'HOMME**

**L'Homme**

Revue française d'anthropologie

177-178 | 2006

Chanter, musiquer, écouter

---

## “Prendre le xx<sup>e</sup> siècle à la gorge”

Le partage des génocides: spectre, comparaison, colonialisme

Jackie Assayag

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/21780>

DOI : 10.4000/lhomme.21780

ISSN : 1953-8103

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 467-486

ISSN : 0439-4216

### Référence électronique

Jackie Assayag, « “Prendre le xx<sup>e</sup> siècle à la gorge” », *L'Homme* [En ligne], 177-178 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/21780> ; DOI : 10.4000/lhomme.21780

---

# “Prendre le XX<sup>e</sup> siècle à la gorge”

Le partage des génocides : spectre, comparaison, colonialisme

**Jackie Assayag**

*Never too late to remember*

Titre de l'ouvrage de Rochelle G. Saidel (1996)

**D**ÉPUIS LA PRISE DE CONSCIENCE du « judéocide », on a glosé abondamment sur la question des génocides et de leur « succès » même si, au fond, les spectateurs que nous sommes tous n'en savent rien, ne disent rien et ne font rien. Mais au regard de la récurrence des massacres dans les sociétés ou les cultures, et du tissu des « violences de masse » sur lequel a brodé l'histoire humaine, nul ne peut se satisfaire d'un paradigme unique ou dominant de l'holocauste, à terme normatif. C'est ce qu'il advint à la Shoah, on le sait, dans les années 1970, au titre d'unicité absolue et d'incommensurabilité, voire à cause de son caractère incompréhensible ou rebelle à la représentation. Que la seule injonction « Souviens-toi ! » tende à l'emporter aujourd'hui atteste de la victoire de la mémoire sur l'histoire<sup>1</sup>. Au point que la « catastrophe » ou le « traumatisme » sont devenus des véhicules de l'identité et de formidables enjeux de mémoire, parfois plusieurs siècles après les faits et souvent à des milliers de kilomètres du théâtre des événements.

Reste que ceux qui invoquent ou convoquent la « catastrophe » ou le « traumatisme » n'ont pas su – ou voulu – éviter le risque d'exploitation idéologique visant à promouvoir des intérêts politiques et à rapporter des dividendes symboliques ou matériels. Tout comme ils n'ont pas réussi à contrôler la multiplication des revendications d'« auto-victimisation » de la part de tous ceux qui veulent légitimement obtenir la reconnaissance publique des souffrances passées afin de sauver leur tragédie de l'oubli historique<sup>2</sup>. De fait, l'obsession mémorielle nourrit le tropisme

1. Une société de modernité ne réserve pas nécessairement à l'histoire la place essentielle qu'on lui croyait acquise (cf. Yerushalmi 1991).

2. On dispose de plusieurs ouvrages qui documentent et critiquent judicieusement ces courants dominants : cf. Jean-Pierre Chaumont (2002), Peter Novick (2001) et Norman G. Finkelstein (2001), ce dernier étant le plus polémique et souvent discuté.

————— À propos de Robert Gellately & Ben Kiernan, eds, *The Specter of Genocide: Mass Murder in Historical Perspective*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2003 ; de Eric D. Weitz, *A Century of Genocide: Utopias of Race and Nation*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2003 ; et de Mike Davis, *Late Victorian Holocausts: El Niño Famines and the Making of the Third World*, London-New York, Verso, 2001 [trad. franç. : *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003].

« victime » de nombreuses communautés et au sein des ethnies ou des nations liées notamment à la colonisation. Jadis, la victime était universellement fuie, au regard du vainqueur, et méprisée face à l'icône du « héros ». De nos jours, on prescrit le souvenir des victimes comme « devoir civique », voire comme discours prophylactique, que relaient un nombre toujours plus grand de « lieux », de dispositifs ou de musées un peu partout dans le monde. Pis, la Shoah elle-même s'est transformée en « religion civile » du monde occidental, quand elle n'est pas devenue la métaphore du XX<sup>e</sup> siècle, dès que l'on évoque des guerres, des totalitarismes, des génocides et des crimes contre l'humanité<sup>3</sup>.

## Centralité de la Shoah ou décentrement des génocides

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la centralité de l'holocauste dans l'identité et la mémoire de l'Europe est établie ou presque, du moins à l'Ouest<sup>4</sup>. Le « révisionnisme » et les « assassins de la mémoire » semblent cantonnés aux marges de l'extrémisme politique. Dans le même temps, un courant de recherche innovant a montré combien l'extermination des juifs par les nazis, dont l'antisémitisme fut évidemment au cœur de l'idéologie apocalyptique hitlérienne, fit partie d'un ambitieux projet d'hygiène raciale incluant les handicapés, les anormaux, les homosexuels, les malades mentaux, les Tziganes, les Slaves, les adversaires politiques. Cette « bio-politique » s'est accompagnée de déplacements massifs de populations dont la finalité était de bouleverser les configurations ethnographiques et de transformer les rapports entre les nations et les États par l'expansion d'un « espace vital » germanisé ou « aryen ». Le III<sup>e</sup> Reich millénaire visait bel et bien à reconfigurer l'Europe tout entière, sinon à dominer le monde par la colonisation<sup>5</sup>.

Si l'on rappelle les dynamiques génocidaires dont furent victimes les Arméniens ou les Tutsis, les Hereros ou les Cambodgiens, ce faisceau d'observations démontrerait l'« improductivité » historique de la thèse de l'unicité de la Shoah, dont les partisans continuent pourtant d'établir le caractère incomparable en niant simultanément qu'il soit possible de comparer ! Outre le caractère contradictoire de l'argument dans la mesure où la compréhension d'un phénomène historique comporte toujours un moment d'analyse comparée – *omnis determinatio est negatio* –, cette revendication s'apparente à une « déplaisante version séculière de l'Élection », pour reprendre la formule d'Ismar Schorsch. De son côté, Yehuda Bauer (2001) a clairement

3. L'expression de « devoir civique » est utilisée par Annette Wieviorka (1998), celle de « religion civile » par Enzo Traverso (2005) qui s'inspire des travaux de l'historien George L. Mosse ; sur les abus de la mémoire, on se reportera à Tzvetan Todorov (1995). Pour la question des musées dans une perspective comparative, on renverra au dossier coordonné par Jackie Assayag (2006).

4. La précision est importante au regard de la difficulté à intégrer la destruction des juifs dans la mémoire contemporaine de l'Europe postcommuniste, comme l'illustre l'article incisif de Tony Judt (2005). Encore faut-il souligner que cet événement n'en est pas un pour une large partie du monde (en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud).

5. Cf. Losurdo 2005 : 131-228. On trouvera aussi un aperçu de ces nouvelles orientations de recherche dans l'ouvrage de Dominique Vidal (2002) et dans l'article de Christian Ingrao (2003). Sur l'eschatologie et l'apocalypse nazies, on renvoie à l'opuscule de Philippe Burrin (2004). On sait par ailleurs qu'Hitler projetait de saisir des juifs réfugiés au Japon ou résidant au Moyen-Orient...

disqualifié la position a-historique, de nature religieuse et métaphysique, de cette représentation transcendante de la Shoah qui, par le biais d'une sacralisation de la mémoire, prend la forme de « religiosité séculière ».

La convergence de ces critiques et l'importance croissante que revêt aujourd'hui la question du droit ou de la justice internationale invitent à l'analyse de ces « objets sales » que sont *les* génocides. En sorte que s'ouvre le champ de la comparaison, après que les « crimes de masse » eurent été longtemps dominés par un petit nombre d'exemples européens et trop souvent étudiés hors contexte en termes d'acteurs, de géographie ou d'histoire. Non seulement l'inventaire documenté d'*hubris* ne doit plus rester confiné à l'Europe, mais il ne peut non plus être considéré comme dépassé, sauf si l'on ignore leur diversité dans l'espace et le temps ; qu'il suffise de rappeler quelques génocides récents – le Cambodge, la Bosnie, le Rwanda –, ou en cours – le Darfour. Cet élargissement du cadre de l'enquête s'impose d'autant plus que des sociologues avancent l'idée que les génocides sont en réalité la « face cachée de la modernité » (Bauman 2002) ou « la face sombre de l'État-nation » à l'âge démocratique (Mann 2005)<sup>6</sup> ; bref, que cette « barbarie s'inscrit dans le principe même de la civilisation », « dialectique négative » liée à l'émergence des Lumières, selon Theodor Adorno (1984).

Force est donc de saluer le nombre croissant des recherches sur les « violences de masse » en divers continents et à différentes époques<sup>7</sup>, y compris en zone de « nazismes tropicaux ». Ces enquêtes alimentent des heuristiques comparatives, et permettent l'établissement de généalogies ou le jeu de regards croisés concernant la constitution des ethnies, des nations, des États et des empires<sup>8</sup>. Même s'il importe effectivement d'étudier la violence en tant que phénomène spécifique<sup>9</sup>, on découvre que ces chantiers nouveaux disputent de l'emploi de la catégorie « génocide » ou questionnent son application à bon ou mauvais escient : l'entreprise n'est jamais exempte d'intentions politiques.

En effet, la notion de « génocide » (et de *perpetrator* ou de *bystander*) fait aujourd'hui débat : les distinctions entre violences brutales et légales, élitistes et populaires, civiles et guerrières, physiques ou symboliques, étatiques ou non, s'avèrent fluides. Ce dont attestent les terrifiantes dynamiques de « brutalisation » dont les effets sont cumulatifs quoique non linéaires. De telles radicalisations font le lit de situations exceptionnelles dont la légitimation sert à perpétuer *mezzo voce* les crimes de masse conduits par les États et que leurs représentants autoproclamés « instrumentalisent » afin d'afficher leur souveraineté (Agamben 1997) ; selon Giorgio Agamben, le camp (*Lager*) serait cet « espace qui s'ouvre quand l'état d'exception commence à devenir la règle » (2002) ; mais l'argument

6. Ce dont on peut légitimement douter au regard de l'histoire longue des massacres de ces « autres », perçus comme nocifs, dangereux ou monstrueux ; on se reportera à la discussion fructueuse conduite par Marc Levene (2000).

7. Des sommes récentes attestent de la grande diversité des expressions de la « violence extrême » dans l'histoire et les sociétés : cf., par exemple, Levene & Roberts (1999) et El Kenz (2005).

8. Cette veine a été brillamment exploitée par Enzo Traverso (2002) sous l'inspiration d'Hannah Arendt dans son volume sur l'impérialisme.

9. Pour un état des lieux récent, on lira la synthèse de Michel Wieviorka (2004).

n'emporte pas l'adhésion en raison de sa généralité et de son anachronisme. Il n'en reste pas moins que la haine et la violence ont besoin de représentations pour avoir efficacité et continuité, ce pourquoi aussi bien les concepteurs que les acteurs de massacres se donnent des motifs ou de bonnes raisons pour justifier leurs pratiques mortifères, individuelles ou collectives ; d'une part, en ravalant l'ennemi au rang d'« infra-humain » afin de le détruire, d'autre part, en tirant l'idéal vers le « surhumain » sous couvert d'une fantasmagorie millénariste. Mais c'est en mobilisant le ressentiment et le désir de vengeance au nom de l'ethnie ou de la race, de la classe ou de l'histoire, en vue d'une humanité régénérée, que l'on prétend accoucher d'un monde meilleur via la négation de l'universel humain et de la racisation de l'ennemi pratiquée par les États à travers la colonisation.

Toujours est-il que l'enrichissement des matériaux sur la violence de masse et l'approfondissement des configurations génocidaires, ainsi que l'étude de leurs dynamiques, interdisent dorénavant de ne poser qu'un seul facteur d'explication ou de ne recourir qu'à une approche exclusive dans une discipline unique, l'histoire ou l'anthropologie, la science politique ou la psychologie<sup>10</sup>. Appréhender le « fait génocidaire » exige une démarche transdisciplinaire ou, mieux, « dédisciplinarisée », pour reprendre une expression de Foucault. L'ampleur écrasante de tels événements appelle en effet une explication qu'il est impossible de tailler dans un seul bloc.

Cette démarche, bien que suggestive, n'est évidemment pas le tout de l'histoire. C'est ce que voudraient montrer trois orientations de recherches récentes. La première est une tentative raisonnée d'élargissement du « spectre des génocides » à la faveur de comparaisons dans l'espace et le temps. La deuxième vise à approfondir la recherche des thématiques communes, on n'ose dire des invariants propres aux « violences extrêmes »<sup>11</sup>. La dernière soulève la question de la pertinence sémantique d'une extension de la catégorie de génocide pour expliquer la « situation coloniale » et l'émergence dite du « Tiers-Monde », ainsi qu'*a contrario* des « pays développés ».

## Le spectre du génocide

L'ouvrage, introduit et coordonné par Ben Kiernan, professeur d'histoire, directeur du « Genocide Studies Program » à l'université de Yale et spécialiste du Cambodge, ainsi que par Robert Gellatly, professeur en « Holocaust History » à l'université de Clark et spécialiste du nazisme, donne à lire une grande diversité de cas figurés par ce que les auteurs appellent « le spectre du génocide » qui, selon eux, hante la planète depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce recueil rassemble dix-sept études à la fois précises et thématiques, denses et mises en contexte, mais aussi transversales et ouvertes à la comparaison. Loin de plonger la catégorie de

10. Je me permets de renvoyer à mon analyse critique du poids respectif des disciplines dans l'étude des « violences extrêmes » (Assayag 2004a et b).

11. L'incrimination de génocide n'étant pas *stricto sensu* une question de nombre de victimes ou de « masse », l'expression « violences extrêmes » s'avère plus pertinente car il s'agit bien d'une « montée aux extrêmes » en termes à la fois qualificatif et quantitatif, par analogie à la définition de la guerre selon Clausewitz ; cf. l'*opus magnum* de Jacques Semelin (2005), riche en analyses de cas et en perspectives à la fois transdisciplinaires et comparatives.

génocide dans la confusion du semblable ou de la différence irréductible, chacune des monographies jette des rais de lumière sur les violences extrêmes, les massacres de masse et les abus contre les droits de l'homme.

La lecture du dossier est d'autant plus sidérante que les auteurs approfondissent encore le trouble et la perplexité par le biais d'investigations se concentrant sur les spécificités de chaque « laboratoire de violence » et offrant simultanément un riche panorama de l'imaginaire social du mal et de la cruauté au travail. Car si les enquêtes focalisent les œuvres meurtrières des grandes puissances – l'Arménie (Jay Winter), les victimes de la terreur soviétique en 1937-1938 (Nicolas Werth), l'Holocauste (Robert Gellately), le Japon impérial (Gavan McCormack) –, elles s'intéressent aussi aux massacres des « peuples indigènes » en Afrique (Isabel V. Hull), en Amérique du Nord et en Australie (Elazar Barkan). L'ouvrage couvre également les atrocités politiques de la période d'après-guerre sur des « terrains » qui, hormis l'ancienne Yougoslavie (Jacques Semelin), échappent au monde européen : l'île de Bali (Leslie Dwyer & Degung Santikarma), le Cambodge et l'Éthiopie (Edward Kissi), le Rwanda (Robert Melson), l'Est du Timor (John G. Taylor), et le Guatemala entre 1981 et 1983 (Greg Grandin). Tant les matériaux empiriques brassés que la variété des approches ou des analyses défient l'exercice de la recension. Mais un constat s'impose : la confrontation des cas éclairés par les regards croisés élargit le cadre d'observation et approfondit la réflexion en illustrant qu'il n'y a pas de terminologie neutre pour qualifier ces formes proliférantes de « violence extrême ».

Les réflexions générales et comparatives de Ben Kiernan, Robert Gellately, Eric Weitz, Omar Bartov et Marie Fleming problématisent les rapports qu'entretiennent génocides et modernité, États et sociétés civiles, lorsque les exterminations de populations sont liées à une guerre industrielle, dite « totale ». Les épisodes de l'Entre-deux guerres et de la Guerre froide illustrent les transformations de la violence collective, mais attestent surtout d'une radicalisation qu'inspire le mot d'ordre : « révolutionner la révolution » – tentation et tentative communes aux fascismes « rouges » et « bruns » en dépit de leurs différences respectives, l'un promettant de libérer les hommes de leur destin, l'autre les réduisant à celui-ci<sup>12</sup>; encore que, du point de vue des victimes du *GULag* ou du *Lager*, cela ne change guère la donne. Est-il encore besoin de rappeler que le XX<sup>e</sup> siècle fut « le siècle des guerres » ? Plus de 70 millions de morts en Europe en 1914-1918 et en 1939-1945 – période parfois qualifiée de « guerre civile européenne » – et 187 millions de tués pendant les guerres de décolonisation après 1945 et les longues guerres civiles qui s'ensuivirent<sup>13</sup>. Cette hécatombe fit écrire à Élias Canetti qu'il fallait « prendre le XX<sup>e</sup> siècle à la gorge » (ainsi que le XXI<sup>e</sup> siècle, devrait-on ajouter, tant celui-ci lui emboîte déjà le pas<sup>14</sup>).

12. Sur les différences entre les deux « totalitarismes », on se reportera aux ouvrages de Kershaw & Lewin (1997) et de Rouso (1999).

13. Cf. le récent ouvrage sur cette question de Pietro Causarano *et al.* (2004).

14. Quoiqu'un rapport publié le 17 octobre 2005 par le Human Security Center de l'université de Colombie-Britannique (Vancouver, *Guerre et Paix au XXI<sup>e</sup> siècle*) va à l'encontre de cette idée reçue sur l'évolution des conflits armés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ces remarques laissent entendre que la catégorie « génocide » – conçue en termes juridiques par Raphaël Lemkin en 1944 – se révèle aujourd’hui problématique, et cela pour au moins six raisons. En effet, cette notion n’est ni un strict produit académique, ni explicative en elle-même. Premièrement, forgé dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et de l’extermination des juifs, le terme fut d’emblée profilé à destination des Nations-Unies. Le dessein était d’exercer le droit pénal international via la « Convention sur la prévention et la punition du génocide » (1948). Liée au cadre de la géopolitique quasi institutionnalisée de la Guerre froide, cette catégorie soulève depuis lors maintes questions, concernant notamment les critères de définition du génocide, de son extension et de sa compréhension, mais aussi de son imputation. À mesure que la signification en droit international de ce terme a gagné en importance, ses connotations légales ont rendu plus complexe son usage en sciences sociales.

Deuxièmement, l’emploi de cette catégorie s’avère fréquemment arbitraire tant son incrimination invite à la polémique dans certains cas. En effet, pour autant que les acteurs l’utilisent (ou se refusent à l’employer) à des fins instrumentales, la qualification de « génocide » soulève moins une question analytique qu’elle ne recouvre un projet politique. Ainsi les Turcs, par exemple, renâclent-ils toujours à qualifier de « génocide » le massacre des Arméniens. Et si les États-Unis n’ont pas reconnu comme « génocide » les événements tragiques au Rwanda en 1994, c’est parce qu’ils ne souhaitaient pas intervenir dans cette région, à la différence du cas bosniaque quelques années plus tard. Il arrive aussi que les responsables des États ou des empires en appellent à une repentance globale ou qu’ils dénoncent les génocides des « autres » dans le dessein de forclure (la remémoration de) leurs violences passées.

Troisièmement, la notion de « génocide » implique une hiérarchie implicite entre les formes de violence et, du même coup, des critères d’évaluation ou de classement. De là cette tentation arrogante pour beaucoup d’établir des degrés de violence et de souffrance, voire d’affirmer le caractère incommensurable de certains génocides par rapport aux autres crimes de masse. Comme si différence raciale ou ontologie différentielle des cultures sous-tendait et recouvrait les représentations de l’humain, en dépit du fait que cette posture défie ouvertement la définition du traitement humain que les conventions de Genève consacrent par écrit. Qui pourrait, et de quel droit, fixer l’échelle des souffrances ou des crimes ? Y aurait-il un étalon de qualité ou de quantité du sang versé ? Quelle institution détiendrait-elle le monopole du droit souverain sur le monde ?

Quatrièmement, le terme focalise sur un groupe – que ce soit celui des bourreaux ou celui des victimes –, alors que le processus d’extermination concerne une diversité d’acteurs dont la définition ou la composition peut varier dans l’espace et le temps en fonction de situations et de contextes eux-mêmes changeants. Cette observation pose une nouvelle question, celle de la complicité plus ou moins active des témoins au vu et au su des crimes de masse et de la responsabilité aussi bien individuelle que collective ; sans même parler de la violence diffuse de cette « zone grise » explorée par Primo Levi (1989 : chap. II) ou de la violence sans fard

d'espaces géopolitiques où les États se sont effondrés et la terreur installée par la suppression de médiations concrètes en termes politique, social ou diplomatique.

Cinquièmement, l'usage de cette catégorie « génocide » occulte des violences moins visibles, dites « symboliques » ou de plus ou moins « basse intensité ». Notamment celles qui renvoient à l'exploitation (esclavagiste) du travail et à l'organisation militarisée de la production économique, à l'assujettissement de populations majoritaires en « situation coloniale » ou postcoloniale, ainsi qu'aux « états d'exception » et aux zones variablement chaotiques de la planète. Cela concerne également les interactions entre individus et populations qualifiées de « minoritaires », ainsi que celles qui émanent de la composition de la société civile ou que structurent la reproduction économique inégale ou les rapports entre sexe et genre. De fait, l'ensemble de ces configurations ne sont pas moins dévastatrices et mortifères dans la durée que les déclenchements de violence brutale. En sorte qu'il y aurait dommage à exclure les « micro-génocides » quotidiens ou les « crimes de paix », selon la terminologie de Nancy Scheper-Hughes<sup>15</sup>.

Enfin, la notion obscurcit l'extrême diversité des formes de violence ou des types de persécution en fonction des victimes d'élection, dont l'identité peut fluctuer. Elle privilégie l'explication unique alors que le phénomène requiert une étude multipolaire, réticulaire, « multisite » et multicausale, pour autant que l'approche souhaite mettre au jour les jeux d'échelle qui font varier la narration des événements et informent les significations que lui prêtent aussi bien les acteurs que les observateurs.

En somme, la démarche vise à compléxifier les expressions multiples des violences extrêmes en soulignant certaines dimensions souvent paradoxales – il n'est qu'à rappeler l'eschatologie suicidaire nazie préjudiciable à son économie ou l'extermination de populations indigènes constituant une armée de réserve de travailleurs non rémunérés. Cette complexité s'exprime surtout par le caractère évolutif de la violence tant celle-ci s'avère liée à des actions collectives à la fois diversifiées et relativement volatiles, certaines épisodiques et d'autres systématiques, rationnelles et émotionnelles, et presque toutes conçues en termes de genre sexuel, quand elles ne sont pas vécues sous formes de guerre d'intensités variables qui s'étirent dans l'espace et la durée, c'est-à-dire de façon aléatoire. Pour être apparemment chaotique, cette dynamique exterminatrice s'emballe à cause d'effets cumulatifs et se radicalise à la faveur d'un processus de bascule qui déverse individus ou collectifs dans les massacres de masse.

Le terme de génocide rabat donc les unes sur les autres toutes les caractéristiques de son « régime » de représentation et d'action ; il homogénéise des manifestations diversement motivées, ciblées, finalisées. Non seulement le déclenchement, le déroulement et la signification d'une violence peuvent se révéler contradictoires, au regard, par exemple, des intentions de ses promoteurs, mais son déchaînement résulte de motifs polyvalents qui ne coïncident pas forcément avec les données objectives ni avec les choix ou les légitimations qu'invoquent les persécuteurs, les victimes ou les témoins.

15. On renvoie particulièrement à son introduction de l'anthologie sur la violence coordonnée par elle et par Philippe Bourgois (2004). Cf. plus loin l'À Propos de Michel Naepels, pp. 497-504.

L'intérêt de multiplier les recherches sur les « massacres de masse », notamment sis hors de l'Europe, est de mettre en relief des « matrices de violence » (Héritier 1996, 1999) dont on peut repérer aussi bien les invariants de forme que les singularités culturelles ou symboliques, qu'elles soient routinières ou exceptionnelles. Car il paraît clair que les actes violents véhiculent et cristallisent les identités (contre l'« autre » indésirable) dans des codes culturels parfois lourdement affichés (Whitehead 2004). C'est dire que la violence atteste moins d'une évidente rupture culturelle qu'elle ne révèle une forme ou un style qui s'exprime ici ou là-bas : couteau ou machette, massue à clous, fusillade ou grenade, incendie ou « nettoyage ethnique », marche forcée ou famine organisée, asservissement par le travail, supplices, tortures et mutilations variées ; sachant que le meurtre de masse combine des méthodes de tuerie souvent complémentaires. Replacer « en contexte » et singulariser les actes de violence auxquels nous sommes (ou pas) accoutumés enrichit le questionnaire et la documentation bien au-delà des génocides dits exemplaires, voire permet parfois de les rendre « provinciaux ». Mais, dans tous les cas, la montée en puissance de la violence s'avère décisive au moyen d'une série de seuils de « brutalisation », suivis de phases de « légitimation », que régulent les seuils d'« acceptation » (de la violence) au sein de populations dont la base de recrutement s'élargit progressivement, l'indifférence aidant.

De là ce plaidoyer pour une approche « processuelle » des « violences extrêmes » par le biais d'enquêtes qui établissent les chronologies et soulignent les développements, marquent les évolutions plutôt qu'elles ne se bornent à la compréhension d'un cas unique et quasi statique, considérée sur une période étroitement définie. L'exploration d'une multiplicité de « laboratoires de violence » et l'étude des « géographies des terreurs », dispersées sur la planète, permettent d'inscrire les dynamiques éradicatrices sur ledit « continuum génocidaire », voire de les confronter puisque comparer ne signifie pas assimiler ou aplanir. En sorte que le répertoire des annales morbides de l'(in)humanité peut servir d'« avertisseur d'incendie », comme Walter Benjamin l'a anticipé (mais hélas à ses dépens).

## Les thématiques et dynamiques génocidaires

Assoiffé après son arrivée au camp d'Auschwitz, et apprenant qu'il lui était interdit de briser un morceau de glace afin de s'en humecter les lèvres, Primo Levi demanda : « Pourquoi ? » Un garde lui répondit : « Ici, il n'y a pas de pourquoi ».

Pourquoi cela est-il arrivé ? Pourquoi l'extermination des juifs a-t-elle été conduite en Allemagne et en quoi ce génocide serait-il « unique » ? Pourquoi le XX<sup>e</sup> siècle a-t-il été témoin de massacres organisés sur une aussi grande échelle en diverses régions de la planète ? Pourquoi d'autres « violences extrêmes » ou génocides continuent-ils de se produire aujourd'hui ? C'est bien à tous ces pourquoi que répond le livre d'Eric Weitz, *Un siècle de génocide*, en dénonçant le funeste désir des hommes modernes de créer et de mettre en marche des ingénieries sociales liant la race à la nation ou la nation à la race. Pourquoi la volonté des hommes est-elle hantée par l'idée de plénitude, en somme ?

En examinant de façon détaillée quatre « génocides », l'URSS sous Staline (chap. II), l'Allemagne sous Hitler (chap. III), le Cambodge sous Pol Pot (chap. IV), la défunte Yougoslavie sous Milosevic (chap. V), l'auteur montre comment la recherche systématique d'une société utopique conduit à l'exclusion des « autres », ceux qui n'entrent pas dans ce projet nécessaire *hic* et *nunc* du meilleur des mondes. Ainsi l'Union soviétique essaya-t-elle de supprimer les membres des classes possédantes, mais également certaines « nationalités anti-socialistes » par l'emprisonnement, les déportations, les purges ou la famine afin de construire une société prolétarienne définitivement unie et solidaire – le règne de l'Un.

Au Cambodge, les Khmers rouges exterminèrent les classes sociales éduquées, professionnelles ou lettrées, ainsi que les Chinois, les Vietnamiens, les Chams. Dans le même temps, ils vidèrent les villes en détruisant toutes les expressions culturelles au nom du glorieux passé médiéval de la civilisation d'Angkor et de la « race khmère originale », les « paysans authentiques », le « vieux peuple » du cru. L'objectif était de fonder une société sans classe, un communisme radical, c'est-à-dire un organisme social purifié – un *demos* égalitaire conforme à l'*ethnos*.

À la confluence de l'idéologie et de la religion, le « nettoyage ethnique » dans les Balkans a lui séparé les diverses populations en autant de factions transformées en catégories exclusives. En sorte que les Serbes tentèrent d'éliminer tous les autres groupes pour édifier la « grande nation serbe » qui renvoyait aux oubliettes de l'histoire la société de type multiculturelle, désormais considérée comme impraticable et même devenue inconcevable. Quant aux nazis, dont l'épopée meurtrière et apocalyptique fut mille fois racontée, ils éliminèrent les juifs, les Tziganes, des Slaves, les homosexuels, les handicapés physiques ou mentaux au nom d'une société uniquement composée d'*Übermenschen* entièrement voués à l'avènement d'un *Reich* millénaire.

En se concentrant sur chacune des formes de « brutalisation » appelant à la mobilisation totale des populations sur la base d'une violence banalisée au fil du temps, Eric Weitz étudie les mécanismes communs ou les attributs partagés qui ont conduit aux divers génocides. C'est dans le désir d'une société pure et donc parfaite qu'il décèle le foyer incandescent de la pulsion génocidaire. Celle-ci procède, selon lui, de l'entêtement à classer les populations et à les stigmatiser en tant qu'« autres » indésirables – prélude nocturne à leur anéantissement par les biais de la rééducation, l'expulsion, le « nettoyage ethnique » ou l'extermination.

Cette vision de la nation raciale ou idéale a rallié des franges plus ou moins larges de populations, la plupart du temps à travers l'appel passionné d'un dirigeant charismatique porté par le sentiment d'élection. Ce guide propose une nouvelle union nationale (ou impériale), définie en termes raciaux et/ou sociaux – pour Eric Weitz c'est tout un<sup>16</sup>. Dans le même temps furent exclus tous ceux qui ne répondaient pas à la définition de l'homogénéité ou de la solidarité établie par les représentants d'une caste, d'une race ou d'une classe supposée supérieure en

16. Mais la question est loin d'être réglée, comme en témoignent les controverses qui ont accompagné la publication du *Livre noir du communisme* (1997).

termes racial ou idéologico-politique. Au final, les « étrangers » qui n'en étaient pas ou les « renégats » qui avaient trahi devaient tous être éliminés. Ces « ennemis » de race ou de classe faisaient obstacle à ce projet mélioratif et à l'avènement d'une perfection qu'inspire l'eschatologie. À charge pour les militants ou les guerriers de l'idéal brun ou rouge d'accomplir les basses œuvres de cette mission rédemptrice qui les anoblit jusque dans la mort.

Dans le premier chapitre, l'auteur propose une généalogie intellectuelle de la montée en puissance de la « nation-race », couple idéologico-politique meurtrier et principe d'organisation des sociétés inégalitaires dans le monde moderne, notamment depuis le siècle des conquêtes. Il en repère l'origine – et les préjugés afférents – dans la pensée classificatoire et « racisante », établie sur la base des taxinomies botaniques, animales, culturelles, nationales ou ethniques (au sens premier). C'est dans les empreintes de cette pensée en termes de « catégories » et de « classes » que s'installèrent le darwinisme social et l'eugénisme et que fut conçue une théorie de l'« origine des espèces » humaines fondée sur le principe (spencérien) de la « survie des meilleurs » ; autant dire les habitants des zones tempérées du globe. Cette pensée hiérarchique s'imposa au point de devenir une évidence rationnelle pour tous ceux qui aspiraient à une gestion réglée de la société idéale, dussent-ils employer la violence pour parvenir à leurs fins ; encore n'était-ce pas une violence à leurs yeux puisqu'elle s'exerçait au nom du bien collectif et au titre de l'humanité « vraie » (évidemment « blanche », « caucasienne » ou « aryenne »). C'est par le biais de la pensée classificatoire réinterprétée au sein de chaque discipline, biologie, médecine, anthropologie, hygiène raciale, démographie, ethnologie – toutes innervées par l'idée prométhéenne de « perfectibilité » de l'humanité –, que les génocides prirent forme et matière, acquièrent puissance et devinrent actes. Bien qu'issue de la philosophie des Lumières, la notion de « perfectibilité » fut invoquée et expérimentée lors des révolutions politiques pour justifier la terreur en Europe, mais également dans les « laboratoires de violence » des régions colonisées propres aux États-nations et aux empires. C'est dans ces configurations politiques que les technologies de surveillance et de pouvoir s'épanouirent et se perfectionnèrent.

Pour chacun des génocides, Eric Weitz souligne le rôle des « intellectuels » et des « élites », convertis en « guerriers idéologiques » en quête d'une société homogène et à la recherche d'une citoyenneté unique ou d'une camaraderie parfaite. Garrottés par cet idéal, ils transformèrent les adversaires en « ennemis » qu'ils cibèrent aussi au moyen de la « bestialisation » : « parasites », « microbes », « cafards », « poux », « cancrelats », « vermines », « rats », etc. Au fondement du génocide, il y a un acte de déspécification naturaliste qui renvoie en premier lieu à l'histoire du colonialisme. Précisons que la stigmatisation avance à pas de colombe et s'amorce sans violence apparente tant l'impulsion génocidaire aime à se draper dans le droit. Outre la propagande incessante, nombre de génocides débute par l'édiction de lois d'exception (à divers degrés) : signes de stigmatisation, exclusion des emplois, ségrégation des espaces et des transports, bannissement de la citoyenneté, etc. Cette série de coercitions et d'interdits affectent telle ou telle minorité soupçonnée

de complot (racial) ou de trahison (sociale) de telle sorte que la répression rend évident le partage entre les « inclus » et les « exclus », les élus qui restent « dedans » et ceux qu'on jette « dehors », tous ceux qui sont promis à l'expulsion ou à la mort. Si cette fabrication de l'« Ennemi » est un processus continu et cumulatif, sa mise en application comporte des phases d'accélération qui se règlent sur les « seuils d'acceptation » de violence en fonction des réactions des populations (mais non sans tenter de repousser les limites toujours plus loin).

La continuité se constate également dans le *modus operandi* des acteurs individuels ou collectifs. Car le processus génocidaire s'avère à la fois centralisé et décentralisé dans la mesure où les membres des « élites » aussi bien que ceux des « masses » participent aux massacres. Le caractère planifié des opérations punitives, voire la mise en œuvre systématique ou industrielle de l'éradication, n'empêchent nullement le déchaînement simultané de violence orgiaque ou la cruauté en spirale. Qui plus est, il n'est pas rare qu'on extermine d'abord le voisin, sinon l'ami d'hier. Comme il arrive que des tueurs amateurs promeuvent et organisent les massacres, à l'instar des professionnels, en faisant souvent preuve d'initiatives et de créativité dans le mal radical. Quant aux acteurs périphériques, ils anticipent fréquemment les décisions du centre, manière de s'intégrer au groupe et de s'inscrire dans le cercle des « élus ». C'est précisément cette configuration « totalitaire » qui a rendu les génocides si meurtriers au XX<sup>e</sup> siècle, cette « guerre totale contre un ennemi total qui devait être totalement détruit », selon l'expression du politologue Pierre Hassner.

Une question subsiste : nombre de pratiques violentes peuvent apparaître inchangées depuis des siècles. Qu'il suffise de penser aux désolations commises par les gens de guerre ou de bandes armées. Dès la plus haute Antiquité et jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, en effet, des populations ont été ainsi anéanties, des ethnies furent occises, des villes rasées, et les survivants de peuples furent dispersés ou décimés, pour ne rien dire du viol des femmes, du cannibalisme, de la « déshumanisation » des populations systématiquement pratiquée afin de signifier l'écrasement des vaincus. Eric Weitz ne répond pas à cette interrogation, comme il ne se préoccupe pas de distinguer entre le « génocide racial » et le « génocide politique ». Or ce dernier fut significativement exclu de la définition onusienne du génocide. Constat et carence qui autorisèrent Wolfgang Sofsky, un sociologue allemand, à écrire un *Traité de la violence* (1998) en mettant en lumière des invariants, dont seules les applications changent selon les modalités techniques et le temps, qu'il s'agisse d'un génocide ou d'un « politicide ».

## Les empires et les génocides coloniaux

Chaque époque entretient une mythologie – établie, embellie et propagée de façon militante – en fonction des intérêts du jour et des pouvoirs en place. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les défenseurs de l'empire considéraient leurs interventions dans les mondes « exotiques » comme une entreprise munificente, un don fait aux peuples arriérés, un exercice de charité sans commune mesure dans l'histoire de l'humanité, y compris lorsque l'entreprise vira aux massacres de masse.

Si les esprits modernes considèrent avec plus de circonspection les « bienfaits » de la colonisation, il n'empêche que la cosmologie de l'empire n'en ressort pas toujours « désenchantée ». Aux yeux des Européens, et pas seulement au sein des générations âgées, l'idée que la colonisation s'apparente à un « procès de civilisation » n'est pas morte, loin s'en faut (on l'a constaté récemment). L'idéologie impériale continue d'informer insidieusement les représentations progressistes de l'histoire et des sociétés. Cette vision forgée dans les populations et les économies « développées » entérine la consignation du reste de l'humanité au « Tiers-Monde », selon l'expression inventée par Alfred Sauvy en 1952. Cette appellation recouvre lesdites « masses humaines surabondantes » du Sud, à la fois victimes et coupables d'une « arriération » qui renvoie à un passé lointain et dont les causes sont strictement endogènes : climat, race, ethnie, culture, *ethos* ; en bref, au « cœur des ténèbres ».

Que des pays comme l'Inde, la Chine, le Brésil, mais aussi d'autres régions asiatiques (Indonésie, Philippines) et les pays d'Afrique (Maroc, Algérie, Égypte, Éthiopie, Soudan) soient encore ravalés à des « territoires de misère » ou des « régions de famine » – des formes archaïques de sociabilité qui se perpétuent dans leur être – est une observation courante, ainsi que le rappelle Mike Davis (pour ne retenir que les pays qu'il cite). Comme si ces contrées étaient, par nature, incapables de participer à l'élan modernisateur et encore moins d'y contribuer d'une quelconque manière<sup>17</sup>. De fait, en dépit de maux fréquemment dénoncés comme l'exploitation et le racisme, l'assujettissement et la corruption, la violence et la dérive autoritaire, le colonialisme a été et reste pour beaucoup un agent de transformation efficace et bénéfique pour les colonisés. Mieux, il est le forceps qui tire les sociétés hors du sous-développement. Cet instrument favorise l'impulsion décisive qui balaie les traditions pour faire place nette aux « sociétés ouvertes » et démocratiques – la voie sûre et rapide, en somme, pour accéder à la « modernité » et faire « entrer » les peuples déshérités dans le futur<sup>18</sup>. Il n'est d'ailleurs pas rare que les élites (désillusionnées) des pays antérieurement colonisés considèrent que les « choses allaient mieux avant », c'est-à-dire aux jours bénis de l'empire corseté dans le « cadre d'acier » des bureaucraties métropolitaines. Finalement, n'aurait-il pas mieux valu que les Portugais, les Espagnols, les Hollandais, les Anglais, les Français ou les Allemands ne soient jamais partis ?

Ce sont justement ces « cosmologies capitalistes » que Mike Davis attaque avec vigueur et érudition<sup>19</sup>, en remettant sur ses pieds la dialectique « génocidaire » de l'histoire coloniale et du devenir impérial. Contrairement aux mythologies de climats sempiternels ou de « terres de misère », le basculement de dizaines ou de centaines de millions de populations dans la pauvreté est moderne. C'est hier que « le gouvernement de l'enfer » (chap. IV) a transformé de vastes régions du

17. Pour une critique décapante de la notion de « modernité », cf. Cooper (2005 : chap. V).

18. Sur cette illusion des guerres coloniales à volonté méliorative sur fond de géopolitique, on se permet de renvoyer à Jackie Assayag (2003, 2005c).

19. Personnage hors du commun, d'abord soldat et boucher, puis routier, auteur de ce chef-d'œuvre de sociologie urbaine qu'est *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles* (1990).

monde en terres ravagées par la faim, les maladies, les épidémies, la dégradation de l'environnement à l'Est comme au Sud, en produisant « un carnaval de squelettes » (chap. V) et en allumant des « révolutions millénaristes » (chap. VI). Loin d'agir comme un vecteur de progrès, la mondialisation du capitalisme a produit des catastrophes en chaîne, notamment par le truchement des « missionnaires et grâce aux canonnières » (chap. III). Résultat ? La colonisation a créé des riches en petit nombre et une multitude de misérables – les « damnés de la terre » ; soit, vu d'Europe, une sous-humanité immensurable et grouillante dont la « vie nue » est à la fois perpétuellement menacée et menaçante pour les privilégiés.

Mike Davis date du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle la « première mondialisation »<sup>20</sup>, lorsque les impératifs du capitalisme impérial ont interagi avec d'amples facteurs climatiques, cycliques et dévastateurs qui ont produit des champs de morts presque au-delà de ce que notre imagination peut concevoir. La démonstration se fonde sur l'analyse détaillée de trois grandes famines successives provoquées par le système climatique synchronique connu sous le nom de El Niño Southern Oscillations (ENSO) – terme forgé par E. Rasmussen et T. Carpenter en 1982 pour caractériser le système d'interaction unifié découvert par J. Bjerknes en 1969 (chap. VII, VIII). Ces crises de subsistance provoquèrent un cataclysme démographique de 31,7 à 61,3 millions de morts.

Certes, ce phénomène naturel fut bien la cause majeure de la survenue de telles crises dans les économies tropicales. Mais les causes politiques de ces catastrophes humanitaires ne peuvent être éludées. Mike Davis crédite Karl Polanyi d'avoir révélé une partie de cette histoire dans son livre *La Grande Transformation* (1944), mais il lui reproche en revanche d'avoir mis exagérément l'accent sur la dimension culturelle au détriment des facteurs économiques et politiques. Aujourd'hui, il faut dépasser l'analyse classique du développement, ainsi que l'avaient souligné Albert Hirschman, Gunnar Myrdal ou encore Amartya Sen.

Cet événement mérite d'être vu pour ce qu'il fut : non une simple catastrophe naturelle, mais un « holocauste ». Car les exigences du système capitaliste global, d'inspiration libérale, ont dangereusement exposé aux aléas climatiques les économies tropicales. L'économie de marché couplée au développement colonial fut mise en œuvre par des individus qui décidèrent de laisser mourir des millions de gens au nom de la stabilisation du « système complexe de contrôle multilatéral de la balance des paiements » de la Grande-Bretagne. Les gouvernements en place n'ont quasiment rien fait pour arrêter ces crises de subsistance alors qu'ils disposaient des moyens sinon d'y mettre un terme au moins d'en atténuer l'ampleur. En 1877-1878, en Inde, les négociants en céréales préférèrent exporter trois cent mille tonnes de blé vers l'Europe que contribuer à la lutte contre la famine dans le sous-continent. La « négligence active » des administrations coloniales et leur foi aveugle dans les dogmes du libre-échange aggravèrent donc de façon meurtrière une situation déjà catastrophique.

20. Cf. la présentation (comparative) de cette « première mondialisation » par Suzanne Berger (2003).

Dans le dessein de prendre la mesure de cette série d'événements tragiques – à l'origine du « Tiers-Monde » puisque, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les niveaux de développement de l'Inde et de la Chine étaient supérieurs à ceux de l'Europe (chap. IX) –, Mike Davis associe l'économie politique marxiste à la nouvelle science de l'écologie globale au moyen d'une analyse historique conduite dans la longue durée. Il avait déjà choisi une semblable démarche, à échelle plus réduite, dans ses enquêtes d'écologie urbaine lorsqu'il montra que le capitalisme avait transformé Los Angeles en une zone de désastre urbain potentiel (1998) ou, plus largement, les mégapoles du Tiers-Monde en gigantesques bidonvilles sous la pression d'un développement néocolonial qu'ornementait l'eschatologie pentecôtiste (2004).

En quête de ce qu'il appelle une « écologie politique de la famine », l'auteur adopte au fil du livre trois stratégies corrélées. La première se présente sous la forme d'une narration historiographique visant à établir la réalité de la grande famine de masse comme expérience humaine partagée sur des régions fort éloignées les unes des autres. De là l'établissement des statistiques du « massacre », qu'il enrichit et replace en contexte par des témoignages écrits et vécus. Ce sont autant de voix qui contredisent celles, triomphalistes, des serviteurs de l'empire et de la cohorte de leurs intermédiaires dont les décisions provoquèrent la mort de millions d'individus en « zones tropicales », de la Chine (chap. XII) au Brésil (chap. XIII), de l'Inde (chap. X) jusqu'à l'Afrique et aux Philippines.

Deuxièmement, il démystifie l'événement climatique et atmosphérique qui a été complaisamment conçu comme la cause première des trois grandes famines. Cette fois, il le fait à la faveur d'une narration policière et de la découverte récente selon laquelle le modèle pluviométrique standard varie en réponse aux oscillations géantes des températures de l'océan et de la pression atmosphérique dans la zone équatoriale du Pacifique. En fonction de ce « jeu planétaire de chaises musicales », animé par de vastes courants marins et de masses d'air de taille continentale, les cycles se succèdent en provoquant d'amples variations d'intensité et de périodicité de l'ENSO. À trois occasions – en 1876-1878, 1889-1891 et finalement en 1896-1902 – l'ENSO a déclenché ce jeu planétaire avec une intensité particulière : la faiblesse des pluies de mousson le long des zones équatoriales a provoqué une catastrophe agricole et humanitaire.

En dépit de son impact dévastateur, l'ENSO de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas une nouveauté, comme l'ont montré des recherches sur l'histoire climatique qui se sont multipliées depuis les années 1960. Par exemple, la grande sécheresse et la disette qui frappèrent la Chine du Nord en 1743-1744, manifestement liées à l'ENSO, ne se transformèrent pas en un désastre semblable, en termes de famine, d'épidémie et de mortalité de masse, contrairement à celles qui allaient engloutir quantité d'hommes, de femmes et d'enfants dans la même région un siècle plus tard. Les pouvoirs locaux en place avaient alors rapidement pris des mesures et anticipé ce type de crise grâce à des aménagements hydrauliques et l'ensilage des produits agricoles.

En troisième lieu, Mike Davis se demande pourquoi des causes semblables ont produit des effets différents. Au moyen de récits détaillés et souvent saisissants fournis par les expériences indienne, chinoise et brésilienne, il conclut que la

variable déterminante – le facteur qui transforma plus que tout autre l'ENSO de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en un cataclysme hors du commun, défiant même la compréhension – fut la vulnérabilité sociale croissante de larges couches de ces populations. Les peuples périrent par millions non à cause de la faiblesse pluviométrique de la mousson. Ils périrent pour des raisons complexes liées à l'involution des structures de protection et de pratiques traditionnelles détruites sous l'impact de l'application en zones périphériques du dogme libéral du « marché libre ». Les paysans furent anéantis par le poids des impôts et des prélèvements, de l'endettement chronique, de la chute des termes de l'échange de leurs produits, de l'expropriation des terres et de l'imposition des « enclosures », outre diverses mesures qui leur dénièrent la possibilité de survivre<sup>21</sup>. Ils moururent le long des voies de chemin de fer qui, en d'autres circonstances, auraient acheminé les semences provenant des zones agricoles excédentaires ; ils moururent à l'ombre des silos où étaient stockées les récoltes que gardait l'armée puisqu'il s'agissait de maintenir des prix de marché avantageux. Ainsi que l'a souligné Amartya Sen, la famine c'est d'abord un « déficit du droit d'accès ».

De plus, ce fut le moment où les empires européens, ainsi que le Japon et les États-Unis, décidèrent de mondialiser le capitalisme en conquérant de nouvelles colonies, en supprimant les terres communales pour agrandir les zones de plantations ou pour mieux exploiter les gisements de matières premières. Selon l'expression volontiers grandiloquente de Mike Davis : « What seemed from metropolitan perspective the 19th century's final blaze of imperial glory was, from an Asian or African viewpoint, only the hideous light of a geant funeral pyre ».

Disputant la vue, toujours vivace parmi les apologistes du « marché libre », selon laquelle cette catastrophe arriva incidemment et sans raison – une « catastrophe naturelle » –, Mike Davis nous force à regarder en face la créativité des activités humaines (*agency*), y compris là où l'on ne voit que désordre de nature. Il nous rappelle que la « force nue », par laquelle les marchés furent organisés sur les principes théoriques sacrés d'Adam Smith, de Jeremy Bentham et de James Mill, renvoie de fait à un « système-monde », une économie mondiale centrée sur l'agglomération de Londres, ville impériale et globale.

Dans la lignée du précédent constitué par le jugement du procès de Nuremberg (dans un contexte évidemment différent mais en relation avec un massacre de masse), Mike Davis nie que les serviteurs de l'empire se contentèrent d'obéir aux ordres. Mieux, ils ne firent rien qui puisse arrêter la catastrophe humaine mais tout pour préserver les prébendes et recevoir les dividendes issus de cet empire. Ce pour quoi, selon lui, les noms des responsables doivent être dits, l'infamie établie ; de là ces portraits à charge de Lord Lytton, Richard Temple et de quelques autres acteurs de second rang.

La force de conviction de cet ambitieux ouvrage d'histoire globale et transdisciplinaire sur le refoulement de la question coloniale dans ses rapports au génocide tient à la riche multiplicité des connexions établies par un auteur qui ne

21. L'observation de la situation agricole actuelle en Inde montre que la paysannerie continue de souffrir de maux semblables, cf. Assayag (2005b : chap. IV).

mégote pas son engagement passionné avec le passé. De ces méticuleuses recherches effectuées sur plusieurs continents infusent la colère d'une voix résolument critique et accusatrice : le réquisitoire invite à l'action. L'objectif est d'ouvrir une brèche dans le champ des sciences sociales conventionnelles en interpellant leur revendication à l'objectivité, trop souvent confondue avec la recherche d'un point de vue « balancé » sur un sujet que l'on prétend éclairer en empruntant le chemin du sage conduisant à la « vérité ».

Ce que poursuit Mike Davis, c'est à la fois une expérience radicale et une perspective globale sur une histoire longue et immensément compliquée concernant un fait majeur négligé ou méconnu qui structure non seulement notre présent mais également notre façon de penser : les éléments déclencheurs du sous-développement ou, pour le dire de manière ramassée, « la paupérisation des paysans sous le régime de l'étalon or ». Cette entreprise polyphonique et empathique, qu'il faut considérer toutefois comme une opération historiographique, a la vertu de mettre au jour les exclus et les classes « subalternes » en les replaçant au centre de l'histoire : celle des vaincus. Mais des vaincus qui ne seraient pas seulement des victimes ni des fantômes silencieux puisqu'on entend leur « petite voix » ou leur « prose de la contre-insurrection », pour reprendre les expressions de Ranajit Guha (1983, 1996) ; bref, des acteurs de l'histoire et des sujets dignes d'étude alors qu'une majorité d'historiens rechignent aux bilans historiques équilibrés et aux rapports d'égalité avec le reste du monde à cause de l'« impensé eurocentré ».

Certes, l'entreprise polémique de Mike Davis ne va pas sans quelques simplifications ici ou là concernant, par exemple, l'inclination à idéaliser la période pré-coloniale (reconstruite *ex-post*), la tendance à sous-estimer la complexité des rapports qu'entretiennent le libre-échange et la violence, l'approfondissement des inégalités régionales dans ses relations avec la métropole ou l'absence de différences morale et juridique entre ceux qui agissent et ceux qui laissent agir ; enfin et surtout, l'usage extensif de la catégorie d'« holocauste » appliquée aux phénomènes sociaux de pauvreté et de sous-développement, et ce dans une conjoncture où la notion de « catastrophe » est en passe de remplacer l'idée de « révolution » prévalente au XX<sup>e</sup> siècle. Reste que la dérive inflationniste du concept de génocide procure ici moult effets heuristiques, au moins du « point de vue de l'usage public de l'histoire » (Habermas 1999), outre qu'elle se colore d'une suggestivité éloquente ; comme si le réveil de la mémoire (post)coloniale révélait l'histoire des « holocaustes tropicaux » en bousculant l'imaginaire nostalgique et ranci du colonialisme conçu ou vécu du seul côté des vainqueurs.

## Repentir méthodologique

Les trois grilles interprétatives du génocide présentées en termes de comparaison, de thématique, de généalogie coloniale ou impériale, instruisent et éclairent l'observateur contemporain des violences extrêmes, tant sur le plan intellectuel que moral. Le nombre croissant d'ouvrages et de monographies de plus en plus documentées approfondit, en effet, les singularités du processus génocidaire. La

diversité des cas explorés élargit le cadre des analyses en dégagant de nouvelles perspectives sur des événements qui questionnent l'agir et le penser monstrueux. La variété des traditions savantes et des approches disciplinaires contribue à accroître les éléments de connaissance et la réflexivité. L'usage restrictif aussi bien qu'extensif des catégories ouvre des pistes de recherches inédites. Les comparaisons périodisées et croisées autorisent la montée en généralité. De proche en proche, et à leur manière respective, ces études délimitent un champ de savoir variablement labouré selon les régions et les époques, mais qui s'avèrent fécondes et paraissent dorénavant solidement installées. C'est ce qu'illustre le développement des enquêtes, des programmes de recherche et des colloques sur les violences extrêmes un peu partout dans le monde, notamment aux États-Unis où se multiplient les *holocaust* et *genocide studies* ; outre le fait que cet « objet sale » frappe les imaginations, réveille les consciences, voire suscite les mobilisations. À charge pour ce savoir de l'excès d'informer l'éthique.

Mais ne nous leurrions pas. À double titre. Toute action humaine renferme un noyau dur d'incompréhensibilité sans lequel on serait en mesure de prévoir les actes de notre prochain. Et tous les praticiens des sciences sociales qui étudient l'amplitude des haines et des persécutions dont s'alimentent les « communautés génocidaires », notamment pour en décliner les raisons et la déraison, se tiennent au bord d'un abîme dont ils sondent les profondeurs avec des instruments qui resteront insuffisants. Ne serait-ce que parce que « Le mal vient toujours de plus loin qu'on ne croit, et ne meurt pas forcément sur la barricade qu'on lui a choisie »<sup>22</sup>.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : violence – Shoah – génocide/*genocide* – colonialisme/*colonialism* – Tiers-Monde/*Third world*.

22. René Char, *Recherche de la base et du sommet*, Paris, Gallimard (« Poésie ») : 33.

Adorno, Theodor

1984 « Éduquer après Auschwitz », in Theodor Adorno, *Modèles critiques : interventions répliques*. Paris, Payot : 184-209.

Agamben, Giorgio

1997 *Homo Sacer. 1, Le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris, Le Seuil [1<sup>re</sup> éd. ital. : 1995].

2002 « Qu'est-ce qu'un camp ? », in Giorgio Agamben, *Moyens sans fin : notes sur la politique*. Paris, Payot & Rivages : 47-56.

Assayag, Jackie

2003 « Visions fragmentées : géopolitique des études régionales et mondialisation », *Critique* 679 : 946-956.

2004a « Leçons de ténèbres : terreur, violence, génocides », *Les Temps Modernes* 626 : 275-304.

2004b « La face obscure de la modernité : anthropologie et génocides », *L'Homme* 170 : 231-244.

2005a « La violence d'une partition inachevée : nation, religion et politique en Asie du Sud », *L'Homme* 173 : 159-176.

2005b *La Mondialisation vue d'ailleurs : l'Inde désorientée*. Paris, Le Seuil (« La couleur des idées »).

2005c « Quand guerre et paix s'emmêlent : géopolitique des espaces imaginaires contemporains », *Cités* 24 : 91-107.

Assayag, Jackie, ed.

2006 « Sismographie des terreurs : traumatisme, muséographie et violences extrêmes », *Gradhiva n.s.* 4 (à paraître).

Bauer, Yehuda

2001 *Rethinking the Holocaust*. New Haven, Yale University Press.

Bauman, Zygmunt

2002 *Modernité et Holocauste*. Paris, La Fabrique [1<sup>re</sup> éd. angl. : 1989].

Berger, Suzanne

2003 *Notre première mondialisation : leçons d'un échec oublié*. Paris, Le Seuil (« La République des idées »).

Burrin, Philippe

2004 *Ressentiment et apocalypse : essai sur l'antisémitisme nazi*. Paris, Le Seuil.

Causarano, Pietro et al., eds

2004 *Le XX<sup>e</sup> Siècle des guerres : modernité et barbaries*. Paris, Les Éd. de l'Atelier.

Chaumont, Jean-Michel

2002 [1997] *La Concurrence des victimes : génocide, identité, reconnaissance*. Paris, La Découverte.

Cooper, Frederick

2005 *Colonialism in Question : Theory, Knowledge, History*. Berkeley, University of California Press.

Courtois, Stéphane et al., eds

1997 *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*. Paris, Robert Laffont.

Davis, Mike

1990 *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*. London-New York, Verso.

1998 *Ecology of Fear : Los Angeles and the Imagination of Disaster*. New York, Metropolitan Books.

2004 « Planet of Slums », *New Left Review* 26 : 5-34.

El Kenz, David, ed.

2005 *Le Massacre, objet d'histoire*. Paris, Gallimard (« Folio histoire »).

Finkelstein, Norman G.

2001 *L'Industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance des juifs*. Paris, La Fabrique.

**Guha, Ranajit**

1983 « The Prose of Counter-Insurgency », in Ranajit Guha, ed., *Subaltern Studies II*. Delhi, Oxford University Press : 1-42.

1996 « The Small Voice of History », in Shahid Amin & Dipesh Chakrabarty, eds, *Subaltern Studies IX*. Delhi, Oxford University Press : 1-12.

**Habermas, Jürgen**

1999 « De l'usage public de l'histoire », in Jürgen Habermas, *Écrits politiques : culture, droit, histoire*. Paris, Flammarion : 247-260.

**Héritier, Françoise, ed.**

1996 *De la violence*, 1. Paris, Odile Jacob [rééd. : 2005].

1999 *De la violence*, 2. Paris, Odile Jacob [rééd. : 2005].

**Ingrao, Christian**

2003 « Conquérir, aménager, exterminer : recherches récentes sur la Shoah », *Annales HSS* 58 (2) : 417-438.

**Judt, Tony**

2005 « From the House of the Dead : On Modern European Memory », *New York Review of Books* 52 (15) : 12-16.

**Kershaw, Ian & Moshe Lewin**

1997 *Stalinism and Nazism : Dictatorships in Comparison*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

**Levene, Mark**

2000 « Why is the Twentieth Century the Century of Genocide ? », *Journal of World History* 11 (2) : 305-336.

**Levene, Mark & Penny Roberts, eds**

1999 *The Massacre in History*. New York, Bargain Books.

**Levi, Primo**

1989 *Les Naufragés et les rescapés : quarante ans après Auschwitz*. Paris, Gallimard [1<sup>re</sup> éd. ital. : 1986].

**Losurdo, Dominic**

2005 *Le Révisionnisme en histoire : problèmes et mythes*. Paris, Albin Michel (« Bibliothèque Histoire »).

**Mann, Michael**

2005 *The Dark Side of Democracy : Explaining Ethnic Cleansing*. New York, Cambridge University Press.

**Novick, Peter**

2001 *L'Holocauste dans la vie américaine*. Paris, Gallimard [1<sup>re</sup> éd. amér. : 1999].

**Rouso, Henry, ed.**

1999 *Stalinisme et Nazisme : histoire et mémoire comparées*. Bruxelles, Complexes.

**Saidel, Rochelle G.**

1996 *Never too Late to Remember : The Politics Behind New York City's Holocaust Museum*. New York, Holmes & Meier.

**Scheper-Hughes, Nancy & Philippe Bourgois, eds**

2004 *Violence in War and Peace : An Anthology*. Malden, Blackwell.

**Semelin, Jacques**

2005 *Purifier et détruire : usages politiques des massacres et génocides*. Paris, Le Seuil (« La couleur des idées »).

**Sofsky, Wolfgang**

1998 *Traité de la violence*. Paris, Gallimard.

**Todorov, Tzvetan**

1995 *Les Abus de la mémoire*. Paris, Arléa.

**Traverso, Enzo**

2002 *La Violence nazie : une généalogie européenne*. Paris, La Fabrique.

2005 *Le Passé, mode d'emploi : histoire, mémoire, politique*. Paris, La Fabrique.

**Vidal, Dominique**

2002 *Les Historiens allemands relisent la Shoah*. Bruxelles, Complexes.

Whitehead, Neil L., ed.

2004 *Violence*. Santa Fe, School of American Research Press.

Wieviorka, Annette

1998 *L'Ère du témoin*. Paris, Plon.

Wieviorka, Michel

2004 *La Violence*. Paris, Balland (« Voix et regards »).

Yerushalmi, Yosef Hayim

1991 *Zakhor : histoire juive et mémoire juive*. Paris, Gallimard (« Tel ») [1<sup>re</sup> éd. amér. : 1982].